



Monsieur le Président,

La CAPL d'aujourd'hui est convoquée dans le but d'entériner une déclinaison locale de l'adaptation des structures au réseau. Derrière cette appellation se cache à peine une nouvelle mise en cause de nos services et nos missions. Dans un premier temps, bien entendu, pas d'impact sur l'emploi, mais forcément une fois les fusions actées le nombre d'agents ne va certainement pas rester en l'état.

Nous savons pertinemment que la politique d'austérité dont notre direction est la principale victime va se traduire par une réduction continue des effectifs et va nécessiter toujours plus de suppressions de services. Le rythme de nos réunions risque de ne pas faiblir, comme l'a annoncé précédemment le Directeur Général « le chantier n'est jamais achevé tant nos ambitions sont grandes ».

Nos ambitions sont tout autres et c'est pour cela que la CGT Finances Publique continue de revendiquer l'abandon de la démarche stratégique et de l'adaptation des structures au réseau, le maintien du maillage territorial et l'implantation des services actuels. Nous exigeons donc l'arrêt des suppressions d'emploi et des restrictions budgétaires pour continuer à effectuer l'ensemble de nos missions de manière totalement satisfaisante.

Les élus de la CGT Finances Publiques du Rhône voteront contre le mouvement proposé, qui est une énième conséquence d'une politique gouvernementale que nous refusons de cautionner.